

RIBAL AL-ASSAD

Président de la Fondation Iman

Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri

The second speaker will be Ribal Al-Assad, who is, among many other things, the chairman of the Iman Foundation.

Ribal Al-Assad, président de la Fondation Iman

C'est un grand plaisir d'être ici parmi tant d'invités de marque. Laissez-moi commencer en disant que la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, le problème auquel nous faisons face à travers le monde, en Europe, en Russie, en Chine, aux États-Unis, cette énorme menace envers notre sécurité nationale, n'a rien de nouveau, et je suis d'ailleurs un peu effaré d'entendre certains dire que cela nous a pris par surprise. Rien ne nous a pas pris par surprise : depuis trois ans et demi, notre organisation n'a cessé de dire que si nous continuions à permettre à nos alliés dans la région de promouvoir la haine et la division sectaire, c'est ce qui allait se passer.

Commençons par la Syrie, qui nous a menés au chaos que nous voyons aujourd'hui. Nous avons continué à soutenir une opposition en Syrie qui était principalement islamiste par nature, sans tenir compte du fait qu'ils étaient minoritaires en Syrie. Tout le monde voulait un changement démocratique en Syrie, et tout le monde voulait vivre comme nous le faisons en Europe et en Occident. Ils ne voulaient pas revenir à la charia et ni à la rhétorique islamiste que nous avons entendue récemment.

Il en va de même en Irak et en Syrie. Nous avons vu la montée de l'État islamique sous le nom d'ISIS en 2006, mais il est arrivé en Syrie parce qu'il y avait une certaine atmosphère qui lui a permis de prospérer, qui lui a permis de se développer. De l'argent arrivait de certains pays, il y avait du soutien matériel : des chaînes de télévision mises en place dans le seul but d'encourager la haine, les meurtres et la violence sectaires. Nous leur avons dit qu'ils devaient fermer ces chaînes s'ils voulaient que tous les peuples du Moyen-Orient vivent en harmonie, s'ils voulaient voir une véritable démocratie s'installer au Moyen-Orient et au-delà. Malheureusement, certains voisins de la Syrie et d'autres puissances régionales, qui sont nos alliés – y compris la Turquie – n'ont pas écouté et ont au contraire incité à plus de violence et ont permis à des combattants étrangers d'entrer en Syrie.

Notre plus gros problème dans la région, comme l'a dit récemment le vice-président Biden, c'était nos alliés. Nos alliés n'ont pas voulu écouter les États-Unis quand ils ont demandé d'arrêter le soutien aux factions extrémistes du Moyen-Orient. C'est exactement cela qui nous a amenés là où nous sommes aujourd'hui. Aujourd'hui, il y a une coalition qui essaie par tous les moyens de trouver une solution à ISIS, et cela va être très difficile, avant tout parce que nous ne sommes pas à la poursuite d'un nom de marque. L'État islamique n'est qu'un nom, une marque. Nous combattons l'idéologie sous-jacente, qui est l'idéologie de ces extrémistes islamistes persuadés qu'il faut tuer tous ceux qui ne partagent pas leur idéologie pervertie. Ce n'est pas le vrai islam, comme l'a dit dernièrement Sa Majesté le roi Abdallah d'Arabie saoudite, ce n'est pas l'islam véritable, nous devons promouvoir le vrai islam et être contre la fitna, parce que la fitna est le plus grand péché de l'islam. Malheureusement, personne ne l'a écouté.

Laissez-moi citer l'exemple du Koweït, où les États-Unis ont déclaré que le ministre de la Justice soutenait Al-Nosra; il a pu démissionner et n'a pas été traduit en justice, et cela ne va pas améliorer la situation. Nous devons défendre nos valeurs avec fermeté et force, et nous devons encourager les droits de l'Homme et la démocratie partout si nous voulons que les peuples croient aux valeurs occidentales, qui ne sont en fait pas des valeurs occidentales mais des valeurs universelles.



Nous ne pouvons pas mentir ni être hypocrite sur ce point, car il y a la télévision par satellite, les médias alternatifs, et la plupart des gens ont la possibilité de voir ce qui se passe. Ils peuvent voir que d'un côté nous faisons l'éloge de la démocratie et de la liberté dans un pays, et que de l'autre nous oublions d'autres pays qui sont censés être nos alliés. Comment cela est-il possible ? Nous devons nous battre pour la démocratie et la liberté partout si nous y sommes vraiment favorables.

Concernant la Turquie, j'ai entendu Son Altesse Royale en parler hier et dire que la Turquie détenait peut-être la solution à la crise en Syrie. Je ne pense pas que la Turquie puisse avoir la solution, et permettez-moi de parler d'abord en tant que Syrien puis en tant qu'Arabe. La Turquie, tout autant qu'Israël ou l'Iran, est un occupant. En Syrie, nous apprenons à l'école que la Turquie occupe une grande partie du territoire syrien, qui est en fait bien plus grand que le plateau du Golan. L'Iran occupe Ahvaz et l'Israël, comme vous le savez, le plateau du Golan, donc on ne peut faire de différence entre un occupant et un autre, sous prétexte qu'un occupant serait d'une religion ou d'une autre ; chaque occupant est le même, et nous devons les traiter de la même façon.

La Turquie, sous la présidence d'Erdogan, a connu une politique rampante d'islamisation : comme nous l'avons vu, ils ont soutenu les Frères musulmans en Égypte et en Syrie, et ils ont soutenu d'autres factions telles qu'Al-Nosra. Nous avons vu récemment qu'ils se sont trouvés dans une situation très difficile dans la ville de Kobani. Ils pouvaient soit défendre les Kurdes et se retrouver en conflit avec l'État islamique, Al-Nosra ou d'autres groupes similaires qu'ils ont aidés et soutenus pour infiltrer la Syrie, soit combattre les Kurdes – ou permettre à l'État islamique d'attaquer les Kurdes – et alors avoir un problème avec plus de 20 millions de Kurdes vivant en Turquie.

Les Kurdes ont été attaqués à Kobani par l'État islamique depuis la Turquie, ce qui montre une fois de plus que la Turquie a fortement soutenu ces groupes islamistes, et la Turquie doit changer. Les Turcs doivent comprendre que le monde a changé, et s'ils sont nos alliés ils doivent soutenir nos valeurs. Ils ne peuvent sponsoriser le terrorisme s'ils sont nos alliés. C'est le point le plus important. Comment peut-on faire la différence entre les pays qui soutiennent le terrorisme ? De nombreuses personnes, y compris le vice-président Biden, ont pointé du doigt les pays qui sont nos alliés dans la région et qui soutiennent le terrorisme, et, en tant qu'ancien directeur adjoint de la CIA, Michael Morell a déclaré l'an dernier que les groupes islamistes en Syrie étaient devenus la plus grande menace pour notre sécurité nationale, plus que l'Iran et la Corée du Nord. Les peuples de la région auraient dû comprendre que cela signifiait qu'il fallait entamer le dialogue avec l'Iran, car si les islamistes sont la plus grande menace, ce ne sont pas seulement les groupes au sol qu'il faut cibler, mais aussi ceux qui sont derrière eux, qui les soutiennent, qui les encouragent, qui incitent cette division sectaire.

Malheureusement, nous avons des personnes comme Youssef al-Qaradâwî qui l'an dernier a appelé les sunnites à assassiner les chiites et alaouites du Moyen-Orient, disant que tous les sunnites armés devaient obéir. Ce n'est pas exactement un appel au changement démocratique en Syrie ou en Irak, ou dans n'importe quel autre pays, et malheureusement le grand mufti d'Arabie saoudite s'est exprimé pour se féliciter du discours de M. al-Qaradâwî.